

construction du chemin de fer du lac Teslin, au cours de laquelle il déclara formellement qu'aucune aide ou subvention ne serait accordée à une compagnie quelconque; que l'autorisation seule d'exploiter cette voie était une compensation suffisante pour n'importe quelle compagnie. Ceci se passait il y a plusieurs mois, et cependant en dépit de la fuite du temps, nous constatons que rien ne fut fait pour tirer parti de ce délai. En dépit de l'urgence de mener cette entreprise à bonne fin, en dépit de la misère dont mon ami le secrétaire d'Etat nous a fait hier une peinture si touchante, la misère de ces pauvres mortels habitant la ville Dawson, en dépit de tous ces faits, nous constatons que ces messieurs sont tombés dans une sorte de torpeur, pour ainsi dire, quant à ce qui se rapporte à cet important sujet et n'ont rien fait, si ce n'est quelques jours avant la réunion du Parlement. Eh bien, ce cri au sujet du manque de temps, cette excuse basée sur l'urgence ne suffit pas pour justifier la position dans laquelle se trouve placé le Gouvernement à l'égard de cette très importante question.

Aucune telle défense ne saurait justifier une violation aussi flagrante d'une pratique bien établie, des engagements et des promesses que ces messieurs n'ont pas cessé de faire lorsqu'ils étaient dans l'opposition.

Si on n'avait pas assez de temps pour se servir de la publicité et demander des soumissions, ces messieurs auraient pu en avoir assez à leur disposition pour apporter à cette Chambre quelques renseignements de nature à établir les avantages, s'il y en a, de ce tracé en particulier. Nous aurions certainement dû être mis en possession de quelques indications sur la possibilité d'utiliser ce tracé et de tirer parti des eaux navigables ainsi que du coût probable de ces travaux, mais il n'y a pas un mot à cet égard; au contraire, ces messieurs semblent croire que l'absence même de renseignements et l'allégué qu'il y a urgence les justifient de suivre la ligne de conduite qu'ils ont adoptée.

L'honorable M. POWER: L'honorable sénateur paraît oublier que nous ne discutons pas le projet de loi relatif au Yukon. Nous débattons le discours du Gouverneur général.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Nous discutons un des paragraphes de ce discours.

L'honorable M. POWER: Mais l'honorable sénateur se plaint de ce que l'on n'ait pas déposé toutes sortes de renseignements sur le bureau de la Chambre.

Lorsqu'il s'agira de discuter le projet de loi, je présume que le Gouvernement communiquera à la Chambre toutes les indications qu'il possède, mais il est contraire à l'usage de les avoir avant que le projet nous soit soumis.

L'honorable M. LOUGHEED: Pour répondre à mon honorable ami de Halifax, je dirai que j'ai pris tout simplement l'énoncé fait par ses chefs dans cette Chambre, à savoir qu'ils n'avaient aucun renseignement à donner, car mon honorable ami a déclaré, lorsqu'il a entrepris de défendre l'action du Gouvernement en passant ce contrat, qu'il avait deux raisons à donner pour expliquer comment il se faisait qu'il ne pouvait fournir des renseignements suffisants de manière à satisfaire les membres de cette Chambre. L'une d'elles était qu'il y avait tellement urgence que l'on ne pouvait donner aucune indication.

L'honorable M. MILLS: Je n'ai pas dit cela.

L'honorable M. LOUGHEED: Mon honorable ami a dit qu'il y avait tellement urgence de construire ce chemin, qu'il avait été impossible d'obtenir à temps les renseignements se rapportant à tous les faits que les ministres auraient pu se procurer s'il en avait été autrement.

L'honorable M. MILLS: Mon honorable ami a, pendant des années, appuyé des propositions touchant la construction de voies ferrées.

Le chemin de fer canadien du Pacifique a été l'une de ces entreprises qui ont été exécutées sans que l'on recourut à la publicité pour obtenir des soumissions; on prit des arrangements sans en faire part au public pour construire un chemin dont le tracé n'était pas arpenté. Il en est de même de toutes les voies des Territoires du Nord-Ouest, où demeure l'honorable sénateur, ou qui ont reçu des subventions de l'Etat.